

Après un démarrage difficile en 2013 avec l'éco-organisme DASTRI, chargé de collecter les déchets d'activités de soins à risque infectieux pour les patients en auto-traitement (DASRI-Pat), les points de collecte ont explosé en pharmacie, faisant émerger de nouvelles questions. | Loan Tranthimy

DASRI

LES PHARMACIES

JOUENT À FOND LA COL

Volontaire depuis le début pour collecter les DASRI, Anne Montfajon, titulaire à Taverny, une commune du Val-d'Oise (Ile-de-France) témoigne avec amusement : « Avant la mise en place de la nouvelle filière, je collectais déjà pas mal de déchets de mes patients que j'entreposais dans la cave. J'ai surtout eu peur que l'organisme ne puisse pas tout prendre. Au final, les choses se sont très bien passées. Aujourd'hui, je n'ai rien à faire sauf à vérifier que les boîtes sont bien fermées avant de les déposer dans les containers et signer le bon d'enlèvement. » Eric Bot n'est pas dans la même situation. Titulaire à Loison-sous-Lens dans le Nord-Pas de Calais, le pharmacien vient juste de rejoindre le réseau comme point de collecte (PDC). « Il y a un an, je n'ai pas voulu rentrer dans la filière car

j'avais peur d'être envahi par les patients. Aujourd'hui, j'ai changé d'avis. Gratuite, elle me permet d'offrir un service à mes nombreux patients diabétiques. Si je suis trop débordé, j'arrêterai », confie-t-il. Plus d'un an et demi après la mise en place de la nouvelle filière de collecte gérée par l'éco-organisme DASTRI, les officines sont au cœur du système. En assouplissant un contrat jugé trop contraignant par les syndicats en 2013, DASTRI peut compter désormais sur un réseau de plus de 14 342 points de collecte, dont 13 175 officines volontaires. Résultat : au premier trimestre 2015, le taux de captage des déchets à éliminer s'établit à 57 %, soit 162 tonnes de déchets collectés en trois mois (contre 38 % en 2014), alors que le cahier des charges fixe un objectif de 60 % en 2016.

Des passages à vide qui peuvent coûter cher

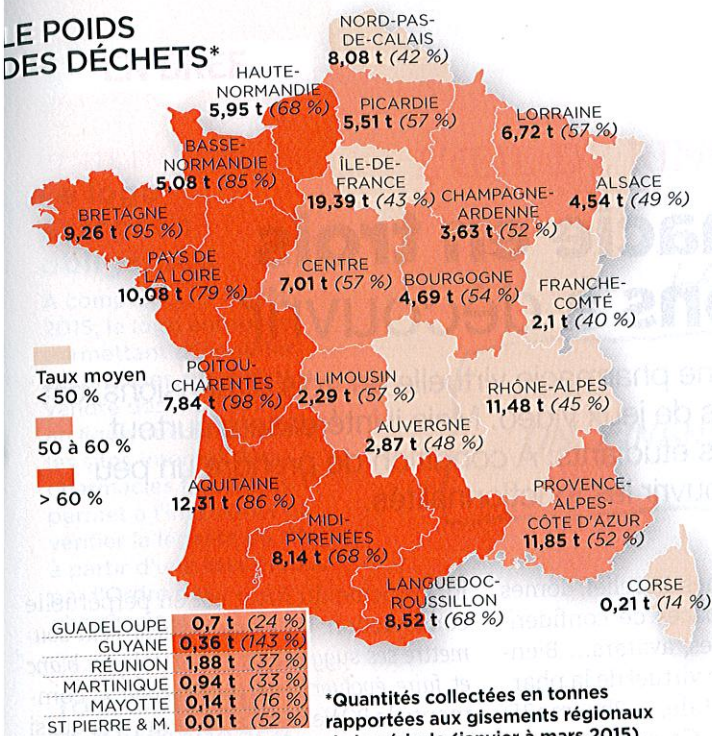
Au départ, seuls 5 000 PDC étaient prévus mais après les demandes des représentants des pharmaciens, les officinaux ont obtenu d'élargir ce réseau. « L'an dernier, nous avons intégré un peu plus de 8 000 pharmacies. En avril 2015, plus de 1 600 pharmacies en attente ont pu nous rejoindre. DASTRI s'est engagé à porter le nombre de points de collecte à 15 000 », précise Laurence Bouret, déléguée générale de DASTRI. Une décision qui n'est pas sans conséquence en termes de coût pour l'association : « Avec 5 000

Quid de la collecte des autotests VIH et des déchets des professions de santé ?

Les autotests VIH arrivent dans les officines courant juin. Pour le moment, « ces déchets ne font pas partie du périmètre de DASTRI. Mais il y a de fortes chances que cela soit collecté par notre organisme », indique Antoine Dautry, président de

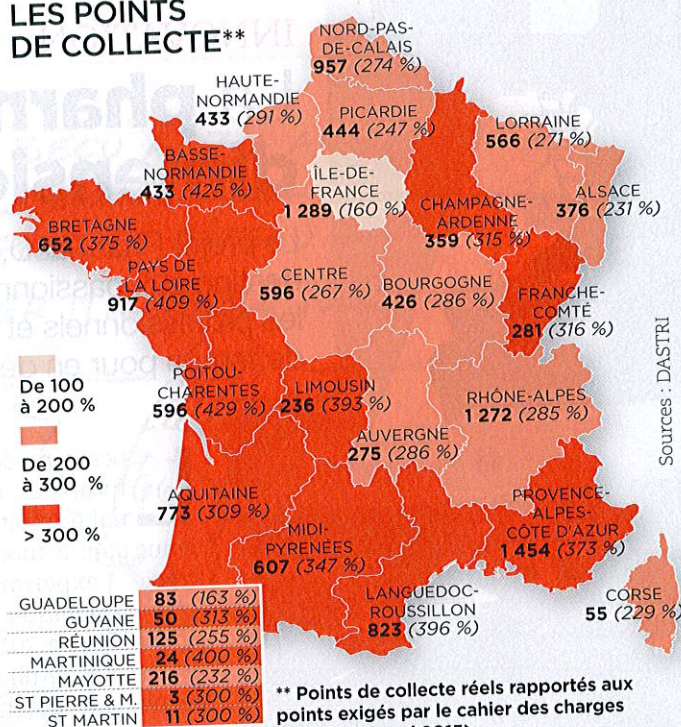
DASTRI. Quant aux déchets médicaux produits par les médecins, infirmiers voire pharmaciens si l'expérimentation de la vaccination voit le jour, ils doivent être entièrement pris en charge par les professionnels de santé libéraux eux-mêmes.

LE POIDS DES DÉCHETS*



*Quantités collectées en tonnes rapportées aux gisements régionaux de la période (janvier à mars 2015).

LES POINTS DE COLLECTE**



** Points de collecte réels rapportés aux points exigés par le cahier des charges initial (au 9 mai 2015).

LECTE

points de collecte initialement envisagés, on pouvait prélever 100 % du gisement en allant une fois par mois sur ces 5 000 officines. Là on a multiplié presque par trois le nombre de points de collecte. Sur certains sites, il y a parfois très peu de déchets », ajoute-t-elle. Conséquence : DASTRI estime le coût à 100 000 euros pour ces « passages à vide ». Notons que les financeurs de la filière sont les industriels. « Nous nous sommes donné une année de plus pour en tirer des conclusions », ajoute Laurence Bouret. Philippe Gaertner, président de la FSPF, reconnaît que « certains lieux de collecte restent confidentiels. C'est un point de vigilance mais ce n'est pas parce qu'une officine collecte peu qu'elle ne peut pas être essentielle sur un territoire ». Autre bémol du dispositif : les fortes disparités régionales. Sept régions affichent des taux de captation plus faibles que les autres même si 100 % du territoire est d'ores et déjà couvert par la filière (voir carte ci-dessus). Plusieurs raisons expliquent ces disparités : la préexistence de systèmes de collecte mis en place avant que DASTRI ne soit agréé ; l'efficacité des opérateurs de collecte ; ou encore l'implication des acteurs relais. « Lorsqu'un territoire se trouve en difficulté, nous recherchons avec l'ARS les moyens pour mobiliser

certains acteurs pour atteindre un nombre de points de collecte plus raisonnable au regard du nombre de patients et des déchets potentiels. C'est le cas en Ile-de-France par exemple où nous avons réussi à passer de 800 points à 1 300 points de collecte aujourd'hui », explique Laurence Bouret.

« Aujourd'hui, même si la filière est encore récente, le geste de tri et la collecte fonctionnent. »

Adeline Paillet, Ademe

Sollicitée par Le Moniteur, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) confirme ces bons résultats. « Il y a eu des difficultés dans la construction de la filière. Aujourd'hui, même si elle est encore récente, le geste de tri et la collecte mise à la disposition des patients fonctionnent. Ce serait intéressant de voir la progression à la fin de l'agrément en 2016 », indique Adeline Paillet, en charge de la filière DASTRI à l'Ademe. Même satisfecit du côté des syndicats. « Quand, en cours d'année, il y a des problèmes, l'avantage est de pouvoir en discuter au cas par cas », reconnaît Gilles Bonnefond, président de

l'USPO. LA FSPF, elle, estime qu'il faut rester vigilant pour que les pharmaciens puissent intégrer le réseau ». Pour l'heure, l'éco-organisme vient de lancer une campagne de sensibilisation auprès du « grand public » (affichages, encarts publicitaires...) et compte bien mobiliser de nouveau les pharmaciens via plusieurs actions (formation locale, mise à disposition des fiches pratiques...) et les médecins libéraux dont la connaissance sur la filière est « approximative et peu précise », selon un sondage présenté par Ifop le 5 mai. « C'est important que les médecins soient un relais d'informations tout comme les infirmiers. Mais il faut leur expliquer que les pharmacies ne récupèrent que les déchets des patients en autotraitement et non pas les déchets produits par les professionnels de santé eux-mêmes », déclare Gilles Bonnefond, président de l'USPO. De son côté, Philippe Gaertner estime que « le vrai relais est le pharmacien ». « Cela ne changera rien si le médecin est au courant ou non. Il vaut mieux donner les moyens pour que les pharmaciens remplissent bien leur mission », conclut-il. ☉

lemoniteurdespharmacies.fr

Consultez l'article « Collecte des DASRI : l'éco-organisme DASTRI veut séduire les médecins » publié le 05 mai 2015.